

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mai 1997

Excédent enregistré en mai 1997

Un excédent de 1,4 milliard de dollars a été enregistré en mai 1997, par rapport à un déficit de 0,6 milliard en mai 1996, ce qui représente une amélioration nette d'une année sur l'autre de 2,0 milliards au chapitre de la situation financière fédérale. Les recettes budgétaires ont grimpé de 0,8 milliard de dollars (6,8 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,8 milliard (10,0 p. 100). Les frais de la dette publique ont chuté de 0,4 milliard de dollars (9,4 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires résulte surtout d'une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (en hausse de 0,7 milliard), découlant principalement des montants plus importants d'impôt payés à la déclaration (année d'imposition 1996), et des cotisations d'assurance-emploi (en hausse de 0,3 milliard), attribuable à l'accélération du versement des cotisations mensuelles. En revanche, les taxes et droits d'accise d'une année sur l'autre ont régressé (en baisse de 0,2 milliard).

La réduction des dépenses de programmes est tributaire des mesures des budgets antérieurs et de facteurs chronologiques. Le mois de mai 1997 a compté deux périodes de paie des fonctionnaires, tandis que celui de mai 1996 en a compté trois, ce qui explique la baisse d'une année sur l'autre de 0,4 milliard au titre des dépenses de programmes.

Déficit en baisse de 2,6 milliards de dollars en avril et mai 1997

Au cours des deux premiers mois de l'exercice de 1997-98, le déficit a été évalué à 2,0 milliards de dollars, en baisse de 2,6 milliards pour la même période l'an dernier. Cette diminution du déficit est attribuable à la vigueur accrue de l'économie, aux répercussions des mesures du précédent budget ainsi qu'à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,4 milliard (7,7 p. 100), les dépenses de programmes ont régressé de 0,8 milliard (5,2 p. 100) et les frais de la dette publique ont été réduits de 0,3 milliard (4,1 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires, des hausses ont été enregistrées pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (0,9 milliard), les cotisations d'assurance-emploi (0,7 milliard) et les rentrées d'impôt des sociétés (0,3 milliard). Par contre, des baisses ont été constatées au chapitre des taxes et droits d'accise (0,4 milliard) et des recettes non fiscales (0,1 milliard).

- L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle à la fois des montants plus importants d'impôt payés à la déclaration à l'égard de l'année d'imposition 1996 et d'une hausse des déductions du revenu d'emploi, attribuable au nombre plus élevé de personnes employées.
- L'augmentation des cotisations d'assurance-emploi est tributaire de facteurs chronologiques et sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées au second semestre de l'année civile l'ont été au premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels cotisables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins à la fin.
- La vigueur accrue des bénéficiaires des sociétés explique la progression des recettes au titre de l'impôt des sociétés, sous l'effet du redressement de l'économie.
- La diminution des taxes et droits d'accise est en large part attribuable aux recettes moins élevées de TPS. Les recettes nettes de TPS ont reculé de 0,3 milliard de dollars par rapport à la même période, l'an dernier. Cette régression est tributaire de facteurs chronologiques liés aux rajustements comptables en fin d'exercice et au versement des remboursements. Les rentrées brutes étaient en hausse, sous l'effet de la croissance de la demande intérieure. Les droits à l'importation ont reculé en raison des réductions tarifaires, tandis que les autres taxes et droits de douane ont enregistré une légère hausse.

Exception faite des autres paiements de transfert, toutes les grandes composantes des dépenses de programmes étaient inférieures en avril et en mai 1997 à celles de la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, en raison seulement de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi



est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, sous l'effet principalement des mesures de réforme.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 0,5 milliard en raison de la réduction des droits conformément au Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux annoncée dans le budget de février 1995. Afin de faire en sorte que les provinces disposent d'un laps de temps nécessaire pour planifier la mise en oeuvre de ces réductions, les droits totaux – qui constitue la mesure de l'aide fédérale la plus indiquée – n'ont pas été touchés dans l'ensemble en 1995-96. Le total des droits s'établissait à 29,6 milliards de dollars en 1995-96, en hausse de 1 p. 100 par rapport à 1994-95, et est établi à 26,9 milliards et à 25,1 milliards de dollars respectivement pour 1996-97 et 1997-98. Les droits seront maintenus à ce niveau jusqu'en 1999-2000. Ces droits s'accroîtront progressivement de 2000-01 à 2002-03. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et d'espèces. Le volet des transferts sous forme de points d'impôt correspond à la valeur de l'espace fiscal que le gouvernement fédéral a mis à la disposition des provinces, permettant à ces dernières de relever leurs taux d'imposition d'un montant équivalent, ce qui est sans incidence pour le contribuable. Le transfert de points d'impôt s'accroît au même rythme que les assiettes fiscales correspondantes. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont fonction non seulement de la variation des droits, mais aussi de l'accroissement du transfert de points d'impôt. Par conséquent, même en l'absence de modification des droits, les transferts en espèces diminueraient proportionnellement à l'accroissement des transferts de points d'impôt. De manière réciproque, une baisse du transfert de points d'impôt, en supposant que les droits ne subissent aucune variation, se traduirait par une hausse correspondante du montant des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces s'établissent, selon les projections, à 12,5 milliards de dollars pour 1997-98, pour ensuite descendre à 11,8 milliards en 1998-99. Le gouvernement a toutefois indiqué qu'il établirait un seuil pour la période quinquennale – de 1998-99 à 2002-03 – afin d'assurer que les transferts en espèces ne descendent pas en deçà de 12,5 milliards de dollars.
- À l'exception des principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, toutes les autres dépenses de programmes ont reculé de 1,2 p. 100. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. Par comparaison avec la réduction des

droits aux autres administrations, mise en oeuvre en 1996-97, cette composante des dépenses enregistrait une baisse de 10 p. 100 en 1995-96, sous l'effet des compressions importantes annoncées dans les budgets de 1994 et 1995. Les dépenses affectées aux sociétés d'État et à la défense, ainsi que toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures en avril et en mai 1997, tandis que les autres principaux transferts ont été majorés de 0,2 milliard de dollars, hausse qui est principalement attribuable à l'échéancier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 4,1 p. 100. Cette baisse traduit l'effet d'une diminution de l'encours de la dette non échue détenue sur les marchés financiers (recul de 0,7 milliard) et d'une réduction des taux d'intérêt réels moyens. Il s'agit du premier recul de l'encours de la dette non échue d'une année sur l'autre depuis le milieu des années 1970. La dette publique nette, soit la somme des déficits et des excédents depuis la Confédération, qui englobe non seulement la dette non échue mais aussi la dette détenue sur les marchés non financiers (principalement les engagements au titre de la pension des employés du secteur public), s'est accrue en raison du déficit enregistré en avril et mai 1997.

Source de fonds (excédent) de 1,9 milliard de dollars en avril et mai 1997

Les opérations non budgétaires ont procuré au gouvernement une source de fonds nette de 2,1 milliards de dollars, comparativement aux 0,3 milliard pour la même période l'an dernier. Cette hausse est en large part imputable à la réouverture de certaines obligations, qui a entraîné des gains uniques en espèces, sans influencer considérablement sur le déficit mensuel, ces gains étant amortis sur la durée de l'obligation.

Les opérations de change ont procuré une source nette de 1,9 milliard contre des besoins nets de 1,0 milliard pour la même période l'an dernier.

Il en est résulté un apport financier, opérations de change incluses, de 1,9 milliard en avril et mai 1997 comparativement aux besoins nets de 1,3 milliard pour cette même période l'an dernier.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. Par exemple, la hausse actuelle des cotisations d'assurance-emploi sera annulée d'ici la fin de l'année civile et n'aura donc aucun effet sur le déficit pour l'année dans son ensemble. L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, attribuable aux montants supérieurs d'impôt payés à la production (année d'imposition 1996), est un fait unique qui ne se répétera pas les mois suivants. À l'automne, le ministre des Finances présentera sa mise à jour annuelle sur les réalisations économiques et financières. C'est alors que seront évalués les progrès réalisés par le gouvernement en matière de réduction du déficit.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 424	12 202	19 076	20 539
Dépenses de programmes	-8 147	-7 332	-16 118	-15 284
Solde de fonctionnement	3 277	4 870	2 958	5 255
Frais de la dette publique	-3 859	-3 498	-7 600	-7 290
Déficit/excédent	-582	1 372	-4 642	-2 035
Opérations non budgétaires	626	1 649	326	2 063
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	44	3 021	-4 316	28
Opérations de change	905	-1 698	-1 001	1 891
Total des besoins financiers	949	1 323	-5 317	1 919
Opérations de la dette non échue	91	-3 224	-259	-8 317

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mai		avril – mai		Variation en pourcentage (%)
	1996	1997	1996-97	1997-98	
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 612	6 273	10 140	11 079	9,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 097	1 126	1 647	1 938	17,7
Autres	172	138	375	410	9,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 881	7 537	12 162	13 427	10,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 521	1 857	3 010	3 701	23,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 664	1 561	1 648	1 312	-20,4
Droits de douane à l'importation	170	193	264	215	-18,6
Autres taxes et droits d'accise	769	616	1 065	1 079	1,3
Total des taxes et droits d'accise	2 603	2 370	2 977	2 606	-12,5
Total des recettes fiscales	11 005	11 764	18 149	19 734	8,7
Recettes non fiscales	419	438	927	805	-13,2
Total des recettes budgétaires	11 424	12 202	19 076	20 539	7,7

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mai		avril – mai		Variation en pourcentage
	1996	1997	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 800	1 828	3 505	3 617	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 129	933	2 412	2 067	-14,3
Total	2 929	2 761	5 917	5 684	-3,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 013	2 508	2 035	-18,9
Transferts fiscaux	720	677	1 694	1 664	-1,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-336	-355	5,7
Total	1 805	1 512	3 866	3 344	-13,5
Autres					
Agriculture	51	12	51	15	-70,6
Affaires étrangères	79	124	137	174	27,0
Développement des ressources humaines	145	140	236	192	-18,6
Affaires indiennes et du Nord	298	259	1 005	975	-3,0
Industrie et développement régional	53	93	118	176	49,2
Anciens combattants	116	116	225	228	1,4
Autres	165	241	359	542	50,8
Total	907	985	2 131	2 302	8,0
Total des transferts	5 641	5 258	11 914	11 330	-4,9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	101	71	233	183	-21,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	145	109	274	249	-9,2
Autres	62	70	200	207	3,6
Total	308	250	707	639	-9,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	638	615	1 030	970	-5,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 560	1 209	2 467	2 345	-4,9
Total	2 198	1 824	3 497	3 315	-5,2
Total des dépenses de programmes	8 147	7 332	16 118	15 284	-5,2
Frais de la dette publique	3 859	3 498	7 600	7 290	-4,1
Total des dépenses budgétaires	12 006	10 830	23 718	22 574	-4,8

Tableau 4

Déficit et besoins financiers/source de fonds

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit/excédent	-582	1 372	-4 642	-2 035
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-26	210	32	-43
Autres	-73	-26	-110	-30
Total	-98	184	-78	-73
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	754	691	1 286	1 204
Comptes de pension de retraite	-209	-239	-371	-584
Autres	17	-31	-53	-72
Total	562	421	862	548
Autres opérations	162	1 044	-458	1 588
Total des opérations non budgétaires	626	1 649	326	2 063
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	44	3 021	-4 316	28
Opérations de change	905	-1 698	-1 001	1 891
Total des besoins financiers/source de fonds	949	1 323	-5 317	1 919

Tableau 5

Besoins financiers/source de fonds et opérations de la dette non échue

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers/source de fonds	949	1 323	-5 317	1 919
Opérations de la dette non échue en dollars canadiens				
Obligations négociables	500	2 824	3 300	2 824
Obligations d'épargne du Canada	-286	-298	-556	-587
Bons du Trésor	-300	-5 900	-3 900	-9 600
Autres	-1	-2	-2	-3
Moins dette détenue par le gouvernement	129	113	278	256
Total en dollars canadiens	42	-3 263	-880	-7 110
Opérations de la dette non échue en devises				
Obligations négociables	–	–	–	–
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	49	39	10	-902
Effets du Canada	–	–	611	-305
Total en devises	49	39	621	-1 207
Total des opérations de la dette non échue	91	-3 224	-259	-8 317
Variation de l'encaisse	1 040	-1 901	-5 576	-6 398

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mai

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 981	2 965
En devises	6	3
Total de l'encaisse	2 987	2 968
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	256 065	285 387
Bons du Trésor	162 200	125 800
Obligations d'épargne du Canada	30 872	32 906
Autres	3 476	3 465
Total partiel	452 613	447 558
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	672	702
Total	451 941	446 856
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 460
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 996	7 535
Effets du Canada	922	1 816
Total	17 419	21 811
Total de la dette non échue	469 360	468 667

